

Journal officiel

de l'Union européenne

C 202

Édition
de langue française

Communications et informations

47^e année

10 août 2004

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	I <i>Communications</i>	
	Banque centrale européenne	
2004/C 202/01	Recommandation de la Banque centrale européenne du 30 juillet 2004 au Conseil de l'Union européenne concernant la désignation du commissaire aux comptes extérieur de la Banca d'Italia (BCE/2004/17)	1
	Commission	
2004/C 202/02	Taux de change de l'euro	2
2004/C 202/03	Aides d'État — Grèce — Aide C 16/2004 (ex NN29/2004) — Modifications au plan d'investissement d'Hellenic Shipyards — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE (1)	3
2004/C 202/04	Avis d'ouverture d'un réexamen intermédiaire partiel des mesures antidumping applicables aux importations de certains câbles en fer ou en acier originaires de Russie	12
2004/C 202/05	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.3518 — LACTALIS/GRUPO PRADO CERVERA/CENTRAL LECHERA VALLISOLETANA) — Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée (1)	14
2004/C 202/06	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.3517 — CVC/Permira/AA) (1)	15
2004/C 202/07	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.3501 — SEB Trygg Liv Holding/Codan Pension) — Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée (1)	16
2004/C 202/08	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.3505 — TCL/ALCATEL) (1)	17

FR

Rectificatifs

2004/C 202/09	Rectificatif à l'avis d'adjudication permanente dans le cadre du règlement (CE) n° 2571/97 de la Commission relatif à la vente à prix réduit de beurre et à l'octroi d'une aide à la crème, au beurre et au beurre concentré destinés à la fabrication de produits de pâtisserie, de glaces alimentaires et autres produits alimentaires et du règlement (CE) n° 429/90 de la Commission relatif à l'octroi par adjudication d'une aide au beurre concentré destiné à la consommation directe dans la Communauté (JO C 132 du 8.5.2004)	18
2004/C 202/10	Rectificatif à l'avis d'adjudication permanente pour la vente par les organismes d'intervention de lait écrémé en poudre destiné à la fabrication d'aliments composés pour animaux (JO C 132 du 8.5.2004)	19



I

(Communications)

BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

RECOMMANDATION DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

du 30 juillet 2004

au Conseil de l'Union européenne concernant la désignation du commissaire aux comptes extérieur de la Banca d'Italia

(BCE/2004/17)

(2004/C 202/01)

LE CONSEIL DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE,

vu les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, et notamment leur article 27.1,

considérant ce qui suit:

- (1) Les comptes de la Banque centrale européenne (BCE) et des banques centrales nationales de l'Euro-système sont vérifiés par des commissaires aux comptes extérieurs indépendants désignés sur recommandation du conseil des gouverneurs de la BCE et agréés par le Conseil de l'Union européenne.
- (2) Le mandat du commissaire aux comptes extérieur actuel de la Banca d'Italia est arrivé à expiration et ne sera pas renouvelé. Il est donc nécessaire de désigner un commissaire aux comptes extérieur à compter de l'exercice 2004.
- (3) La Banca d'Italia a sélectionné un nouveau commissaire aux comptes extérieur conformément aux règles des marchés publics qui lui sont applicables et la BCE estime que celui-ci remplit les conditions requises.
- (4) Le mandat du nouveau commissaire aux comptes extérieur aura une durée de trois ans et pourra être renouvelé,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE RECOMMANDATION:

La désignation de PricewaterhouseCoopers SpA en tant que commissaire aux comptes extérieur de la Banca d'Italia est recommandée à compter de l'exercice 2004, pour une durée de trois ans renouvelable.

Fait à Francfort-sur-le-Main, le 30 juillet 2004.

Le président de la BCE
Jean-Claude TRICHET

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

9 août 2004

(2004/C 202/02)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,2247	LVL	lats letton	0,6601
JPY	yen japonais	135,77	MTL	lire maltaise	0,4259
DKK	couronne danoise	7,4348	PLN	zloty polonais	4,3846
GBP	livre sterling	0,66605	ROL	leu roumain	40 840
SEK	couronne suédoise	9,1978	SIT	tolar slovène	240,0100
CHF	franc suisse	1,5392	SKK	couronne slovaque	39,910
ISK	couronne islandaise	87,04	TRL	lire turque	1 772 400
NOK	couronne norvégienne	8,3205	AUD	dollar australien	1,7107
BGN	lev bulgare	1,9559	CAD	dollar canadien	1,6118
CYP	livre chypriote	0,57940	HKD	dollar de Hong Kong	9,5508
CZK	couronne tchèque	31,502	NZD	dollar néo-zélandais	1,8730
EEK	couronne estonienne	15,6466	SGD	dollar de Singapour	2,1025
HUF	forint hongrois	246,54	KRW	won sud-coréen	1 416,06
LTL	litas lituanien	3,4528	ZAR	rand sud-africain	7,4811

(¹) Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

AIDES D'ÉTAT — GRÈCE**Aide C 16/2004 (ex NN29/2004) — Modifications au plan d'investissement d'Hellenic Shipyards****Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2004/C 202/03)

Par la lettre du 20 avril 2004 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la Grèce sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant une aide en faveur d'Hellenic Shipyards. L'ouverture de la procédure est sans préjudice de l'article 296 du traité.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les mesures à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé des aides d'État
Rue de la Loi, 200
B-1049 Bruxelles
Télécopieur (32-2) 296 12 42.

Ces observations seront communiquées à la Grèce. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

RÉSUMÉ**I. PROCÉDURE**

1. En septembre 2003, les autorités grecques ont soumis à la Commission une demande d'Hellenic Shipyards concernant des modifications au plan d'investissement relatif à sa restructuration. Les autorités grecques ont expliqué par la suite que le plan modifié avait été communiqué à la Commission «pour information» et que cette communication n'était pas censée être une notification.
2. Dans des communications ultérieures, la Commission a demandé aux autorités grecques de préciser si elles avaient l'intention d'accorder ou de verser des aides à Hellenic Shipyards aux fins du plan d'investissement modifié. La Commission a également rappelé aux autorités grecques que si tel était le cas, l'aide devait être notifiée et ne pouvait être mise à exécution avant d'avoir été autorisée par la Commission.
3. Les autorités grecques ont répondu à la Commission qu'elles avaient l'intention d'accorder une aide aux fins du plan d'investissement d'Hellenic Shipyards, qu'il s'agissait d'une «aide existante», couverte par la décision de la Commission de 1997, et que les autorités grecques avaient compétence pour autoriser des modifications au plan de restructuration. Les autorités grecques ont également informé la Commission qu'aucune aide n'avait été accordée à Hellenic Shipyards aux fins du plan d'investissement au 27 février 2004, date de leur dernière communication.

II. DESCRIPTION DES MESURES

4. Après avoir autorisé l'annulation des dettes d'Hellenic Shipyards en application du règlement (CE) n° 1013/97 du Conseil du 2 juin 1997 concernant les aides en faveur de certains chantiers navals en cours de reconstruction ⁽¹⁾, la Commission a autorisé une aide à l'investissement destinée à la restructuration du chantier sur la base d'un plan d'investissement soumis à la Commission conformément à la septième directive sur la construction navale ⁽²⁾.
5. Le plan spécifiait que la viabilité du chantier naval serait rétablie «en l'an 2000». À cette échéance, Hellenic Shipyards aurait dû atteindre un chiffre d'affaires annuel d'environ 26 milliards de drachmes grecques (GRD) (environ 76 millions d'euros), avec un bénéfice net de l'ordre de 7 % du chiffre d'affaires. Le plan d'investissement devait être financé par une aide d'État à concurrence de 7 812,5 milliards de GRD, par une augmentation du capital social de 3 137,5 milliards de GRD et par des prêts bancaires d'un montant de 4 675 milliards de GRD. Ces prêts bancaires devaient être contractés aux conditions normales du marché, sans garantie publique. La décision autorisant le plan d'investissement imposait également à la Grèce l'obligation de soumettre des rapports annuels sur la mise en œuvre du plan et le versement de l'aide. Le plan d'investissement ayant pour objet la restructuration du chantier naval devait être mis en œuvre de septembre 1997 à fin 1999.

⁽¹⁾ JO L 148 du 6.6.1997, p. 1.

⁽²⁾ Article 6, paragraphe 1, de la directive 90/684/CEE du Conseil du 21 décembre 1990, concernant les aides à la construction navale (JO L 380 du 31.12.1990, p. 27).

6. Pendant les trois années au cours desquelles le plan d'investissement devait être mis en œuvre (1997 à 2000), la Commission n'a pas reçu de rapports sur la mise en œuvre du plan d'investissement et le versement de l'aide, en dépit de l'obligation expresse prévue par la décision de 1997. Après avoir été invitées par la Commission à soumettre un tel rapport en 2001, les autorités grecques ont déclaré qu'à cette date, la société avait mis en œuvre le plan à concurrence de 10,006 milliards de GRD et que les autorités compétentes avaient autorisé la première tranche d'aide d'un montant de 1 552,5 milliard de GRD, laquelle n'avait cependant pas été versée à Hellenic Shipyards.
7. Selon les informations fournies par les autorités grecques en réponse à la demande d'informations qui leur avait été adressée par la Commission à la suite d'une plainte officielle déposée le 23 mai 2002 et de demandes d'informations ultérieures, le plan d'investissement avait été modifié. Son délai de mise en œuvre avait, en particulier, été prolongé, la date limite étant reportée du 31 décembre 1999 au 30 juin 2004, en vertu de trois décisions formelles des autorités grecques.
8. En ce qui concerne le financement du plan, les autorités grecques ont informé la Commission qu'aucune aide n'avait été accordée pour la partie du plan déjà mise en œuvre. En outre, les autorités grecques ont déclaré que l'augmentation du capital social avait été réalisée dans les conditions prévues par la décision d'autorisation de l'aide. Les autorités grecques ont également fourni à la Commission des informations concernant plusieurs prêts et garanties publiques obtenus par Hellenic Shipyards. Certains prêts ont été obtenus aux fins du plan d'investissement du chantier naval moyennant des garanties publiques, contrairement aux conditions expressément prévues par la décision de 1997 autorisant le plan d'investissement.

III. APPRÉCIATION

9. La Commission doute sérieusement que les conditions auxquelles elle avait autorisé l'aide dans sa décision de 1997 aient été respectées lors de la mise en œuvre du plan d'investissement. Elle nourrit notamment des doutes sur la conformité des modalités de mise en œuvre du plan d'investissement à la décision d'autorisation de 1997, sur la compatibilité de l'aide accordée sans son autorisation et sur le respect par les autorités grecques des conditions expresses dont était assortie la décision d'autorisation.
10. En modifiant unilatéralement le plan d'investissement du chantier naval, les autorités grecques n'ont pas respecté les dispositions de la septième directive sur la construction navale, en vertu de laquelle la Commission avait autorisé le plan d'investissement en 1997, qui prévoient que toute modification d'une aide existante couverte par la directive doit être notifiée à la Commission ⁽³⁾.
11. La Commission conclut également que les autorités grecques n'ont pas respecté les conditions des lignes directrices sur les aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté qui permettent la modification d'un plan de restructuration sous réserve de certaines conditions. Comme les autorités grecques n'ont pas demandé l'autorisation de la Commission pour les modifi-

cations du plan d'investissement et comme les modifications n'ont pas eu lieu pendant la période de restructuration, ces conditions ne sont pas remplies.

12. La Commission nourrit également des doutes sérieux à l'égard de la déclaration des autorités grecques selon laquelle aucune aide n'a été accordée pour le plan d'investissement. Les informations soumises par les autorités grecques indiquent qu'Hellenic Shipyards a obtenu, pour les besoins du plan d'investissement, plusieurs prêts couverts par des garanties publiques, qui n'ont pas été préalablement autorisés par Commission. Ces prêts constitueraient une nouvelle aide. La Commission doute que cette aide soit compatible avec le marché commun, d'autant plus qu'Hellenic Shipyards ne peut plus recevoir d'aide à la restructuration en raison du principe de l'aide unique et de la disposition expresse du règlement (CE) n° 1013/97 du Conseil interdisant les aides à tous les chantiers navals qui ont bénéficié de ses dispositions.

IV. CONCLUSION

À la lumière des considérations qui précèdent, la Commission a décidé d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, conformément aux articles 6 et 16 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, concernant les modifications au plan d'investissement d'Hellenic Shipyards. La Commission considère que les mesures décrites ci-dessus peuvent constituer une application abusive de l'aide, sans exclusion qu'elles puissent aussi constituer une nouvelle aide. La Commission doute que cette nouvelle aide puisse être compatible avec le marché commun.

TEXTE DE LA LETTRE

«Η Επιτροπή έχει την τιμή να πληροφορήσει την Ελλάδα ότι, αφού εξέτασε τις πληροφορίες που υπέβαλαν οι αρχές της χώρας σας σχετικά με το προαναφερόμενο θέμα, αποφάσισε να κινηθεί τη διαδικασία του άρθρου 88 παράγραφος 2 της συνθήκης ΕΚ για την ενίσχυση προς τα Ελληνικά Ναυπηγεία, που αφορά την υλοποίηση του σχεδίου αναδιάρθρωσης τους.

I. Η ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑ

1. Με επιστολή της 9ης Σεπτεμβρίου 2003, που καταχωρήθηκε στις 12 Σεπτεμβρίου 2003, οι ελληνικές αρχές υπέβαλαν στην Επιτροπή αίτηση των Ελληνικών Ναυπηγείων για τροποποίηση του επενδυτικού σχεδίου της επιχείρησης στο πλαίσιο της αναδιάρθρωσής της. Σύμφωνα με το τροποποιημένο σχέδιο που εκδόθηκε τον Νοέμβριο 2002, τα Ελληνικά Ναυπηγεία ζήτησαν και έλαβαν πράγματι την έγκριση των ελληνικών αρχών προκειμένου να ολοκληρώσουν την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου μέχρι τις 30 Ιουνίου 2004.
2. Επιπλέον, σύμφωνα με το τροποποιημένο σχέδιο, η ενίσχυση που εγκρίθηκε από την Επιτροπή το 1997, δεν έχει ακόμη χορηγηθεί, ενώ ορισμένες τροποποιήσεις του σχεδίου προβλέπουν αλλαγή του αρχικά εγκριθέντος ποσού. Δεν έχει κοινοποιηθεί ποτέ επίσημα στην Επιτροπή οιαδήποτε τροποποίηση του επενδυτικού σχεδίου, περιλαμβανομένων των επίσημων αποφάσεων των ελληνικών αρχών για την παράταση του χρόνου ολοκλήρωσής του.

⁽³⁾ Article 11, paragraphe 1, de la septième directive sur la construction navale.

3. Με επιστολή της 31ης Οκτωβρίου 2003 που καταχωρήθηκε στις 3 Νοεμβρίου 2003, οι ελληνικές αρχές εξήγησαν ότι το τροποποιημένο σχέδιο εστάλη στην Επιτροπή για ενημέρωση και ότι δεν επρόκειτο για κοινοποίηση (*).

4. Με επιστολή της 18ης Νοεμβρίου 2003, η Επιτροπή ζήτησε από τις ελληνικές αρχές να διευκρινίσουν εάν σκοπεύουν να χορηγήσουν ή να καταβάλουν ενίσχυση στα Ελληνικά Ναυπηγεία για τους σκοπούς της τροποποίησης του επενδυτικού σχεδίου. Στην ίδια επιστολή, η Επιτροπή υπενθυμίζει στις ελληνικές αρχές ότι σε μια τέτοια περίπτωση, και σύμφωνα με τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 659/1999 του Συμβουλίου (³), η ενίσχυση αυτή πρέπει να κοινοποιηθεί στην Επιτροπή και δεν δύναται να χορηγηθεί πριν λάβει η Επιτροπή επίσημη απόφαση για το θέμα αυτό.

5. Με επιστολή της 16ης Ιανουαρίου 2004, καταχωρηθείσα την 20ή Ιανουαρίου 2004, οι ελληνικές αρχές απάντησαν στην Επιτροπή ότι έχουν την πρόθεση να χορηγήσουν ενίσχυση για τους σκοπούς του επενδυτικού σχεδίου των Ελληνικών Ναυπηγείων. Οι ελληνικές αρχές δήλωσαν ότι το αναμορφωμένο επενδυτικό πρόγραμμα αποτελεί "υφισταμένη ενίσχυση" που καλύπτεται από τις διατάξεις της απόφασης της Επιτροπής του 1997 και ότι οι ελληνικές αρχές έχουν τη δικαιοδοσία, δυνάμει εθνικής νομοθεσίας που εγκρίθηκε από την Ευρωπαϊκή Επιτροπή, να εγκρίνουν τροποποιήσεις του σχεδίου αναδιάρθρωσης, περιλαμβανομένης της παράτασης του χρονοδιαγράμματος υλοποίησης του σχεδίου.

6. Με επιστολή της 20ής Φεβρουαρίου 2004, η Επιτροπή κοινοποίησε στις ελληνικές αρχές τις αμφιβολίες της σχετικά με το βάσιμο των προαναφερομένων επιχειρημάτων. Κατά πρώτο λόγο, η Επιτροπή τόνισε ότι είναι η μόνη αρχή με δικαιοδοσία έγκρισης τροποποιήσεων σε επενδυτικό σχέδιο για το οποίο είχε προηγουμένως εγκρίνει τη χορήγηση ενίσχυσης. Η Επιτροπή επεσήμανε επίσης στις ελληνικές αρχές ότι δεν τήρησαν κατάλληλα την υποχρέωση υποβολής έκθεσης για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου και την εκταμίευση της ενίσχυσης, όπως προβλέπεται από την εγκριτική απόφαση του 1997 καθώς και από την εβδόμη οδηγία για τις ναυπηγικές εργασίες, δυνάμει των οποίων εγκρίθηκε το επενδυτικό σχέδιο.

7. Κατά δεύτερο λόγο, η Επιτροπή διατύπωσε την παρατήρηση ότι δεν φαίνεται να έχουν τηρηθεί οι όροι που προβλέπονται στην απόφαση του 1997, για την εγκριθείσα ενίσχυση. Επιπλέον, η υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου για το οποίο εγκρίθηκε η ενίσχυση προβλεπόταν να ολοκληρωθεί μέχρι το έτος 2000 και, συνεπώς, οποιαδήποτε ενίσχυση που χορηγήθηκε μετά από την περίοδο αυτή δεν μπορεί να θεωρηθεί ως "υφισταμένη ενίσχυση".

8. Τέλος, η Επιτροπή υπενθύμισε στις ελληνικές αρχές την υποχρέωσή τους να κοινοποιήσουν την ενίσχυση που σκοπεύουν να χορηγήσουν στα Ελληνικά Ναυπηγεία για τους σκοπούς του εν λόγω επενδυτικού σχεδίου.

(*) Το αίτημα των ελληνικών αρχών να μην εκληφθεί το έγγραφο ως κοινοποίηση διατυπώθηκε επίσης προφορικά στην Επιτροπή κατά την συνάντηση μεταξύ των υπηρεσιών της ΓΔ Comp και της Μόνιμης Ελληνικής Αντιπροσωπείας στις 10 Νοεμβρίου 2003.

(³) Κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 659/1999 του Συμβουλίου, της 22ας Μαρτίου 1999, για τη θέσπιση λεπτομερών κανόνων εφαρμογής του άρθρου 93 [σήμερα άρθρο 88] της συνθήκης ΕΚ (ΕΕ L 83 της 27.3.1999, σ. 1).

9. Με επιστολή της 27ης Φεβρουαρίου 2004, οι ελληνικές αρχές διαβεβαίωσαν ότι καμία ενίσχυση δεν είχε χορηγηθεί μέχρι την ημέρα εκείνη στα Ελληνικά Ναυπηγεία.

II. ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ

A. Η επιχείρηση

10. Τα Ελληνικά Ναυπηγεία είναι τα μεγαλύτερα ναυπηγεία στην Ελλάδα και συγκαταλέγονται στα μεγαλύτερα της Μεσογείου (*). Ιδρύθηκαν το 1939 από το Ελληνικό Ναυτικό και το 1957 αγοράστηκαν από τον κύριο Νιάρχο. Το 1985, η ιδιοκτησία τους μεταβίβαστηκε στην ΕΤΒΑ (Ελληνική Τράπεζα Βιομηχανικής Ανάπτυξης), η οποία ήταν κρατικής ιδιοκτησίας μέχρι την ιδιωτικοποίησή της το 2001 όταν η πλειοψηφία του μετοχικού της κεφαλαίου μεταβίβαστηκε στην Τράπεζα Πειραιώς.

11. Το Σεπτέμβριο του 1995, η ελληνική κυβέρνηση πέτυχε τη μερική ιδιωτικοποίηση της επιχείρησης με την πώληση του 49 % των μετοχών της σε συνεταιρισμό των εργαζομένων στα ναυπηγεία. Μέσω της μερικής αυτής ιδιωτικοποίησης, η Ελλάδα έκανε χρήση της δυνατότητας να διατηρήσει την πλειοψηφική της συμμετοχή σε ένα από τα ναυπηγεία για λόγους εθνικής άμυνας, βάσει του άρθρου 10 παράγραφος 3 της οδηγίας 90/684/ΕΚ του Συμβουλίου, της 21ης Δεκεμβρίου 1990, σχετικά με τις ενισχύσεις στις ναυπηγικές εργασίες (⁷). Το 2002, τα Ελληνικά Ναυπηγεία ιδιωτικοποιήθηκαν μέσω της αγοράς των μετοχών τους από την κοινοπραξία των επιχειρήσεων HDW και Ferrostaal (⁸).

B. Ενίσχυση αναδιάρθρωσης προς τα Ελληνικά Ναυπηγεία

12. Ο κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 1013/97 του Συμβουλίου, της 2ας Ιουνίου 1997, για την ενίσχυση ορισμένων ναυπηγείων που τελούν υπό αναδιάρθρωση (⁹), επέτρεψε τη διαγραφή χρεών των Ελληνικών Ναυπηγείων "μέχρι ανωτάτου ποσού 54 525 εκατ. δραχμών το οποίο αντιστοιχεί σε χρέη από εργασίες του ναυπηγείου επί εμπορικών πλοίων, όπως αυτά είχαν διαμορφωθεί στις 31 Δεκεμβρίου 1991, επαυξημένα κατά τους τόκους και τις ποινές μέχρι τις 31 Ιανουαρίου 1996" (¹⁰) προκειμένου να διευκολύνει τη χρηματοοικονομική τους βιωσιμότητα και την αναδιάρθρωση των Ελληνικών Ναυπηγείων μετά την καθυστερημένη ιδιωτικοποίησή τους.

13. Όπως προβλέπει η απόφαση επικύρωσης της έγκρισης του ανωτέρω κανονισμού (¹¹), οι ελληνικές αρχές υπέβαλαν στην Επιτροπή επενδυτικό σχέδιο που αποσκοπεί στην αναδιάρθρωση των Ελληνικών Ναυπηγείων (αναφερόμενο στη συνέχεια ως "το επενδυτικό σχέδιο"). Την 1η Αυγούστου 1997, η Επιτροπή ενέκρινε το επενδυτικό σχέδιο (¹²) επιτρέποντας τη χορήγηση ενίσχυσης μέχρι 50 % του συνολικού κόστους, υπό τους όρους της έβδομης οδηγίας για τις ναυπηγικές εργασίες, η οποία επιτρέπει τη χορήγηση επενδυτικής ενίσχυσης εφόσον αυτή συνδέεται με σχέδιο αναδιάρθρωσης (στη συνέχεια αναφέρεται ως "η απόφαση του 1997").

(*) Στοιχεία από τη διεύθυνση <http://www.hellenic-shipyards.gr/company.html>.

(⁷) ΕΕ L 380 της 31.12.1990, σ. 27.

(⁸) Υπόθεση COMP/M.2772-HDW/FEROSTAAL/Ελληνικά Ναυπηγεία, απόφαση της 25ης Απριλίου 2003 (ΕΕ C 143 της 15.6.2002, σ. 7).

(⁹) ΕΕ L 148 της 6.6.1997, σ. 1.

(¹⁰) Ομοίως, άρθρο 1 παράγραφος 3.

(¹¹) Υπόθεση C 10/94 (πρώην NN 104/93) (ΕΕ C 306 της 8.10.1997, σ. 5).

(¹²) SG(97) D/6556.

Γ. Το επενδυτικό σχέδιο των Ελληνικών Ναυπηγείων

14. Το επενδυτικό σχέδιο για την αναδιάρθρωση των Ελληνικών Ναυπηγείων αποσκοπούσε στην αποκατάσταση της ανταγωνιστικότητας του ναυπηγείου μέσω της αυξημένης παραγωγικότητας και του εκσυγχρονισμού. Προέβλεπε τη σημαντική αναδιοργάνωση και μείωση του εργατικού δυναμικού, τον εκσυγχρονισμό της τεχνολογίας του ναυπηγείου και τη βελτίωση της ασφάλειας και των εργασιακών σχέσεων καθώς και την αύξηση της προστασίας του περιβάλλοντος.

15. Το σχέδιο προέβλεπε ότι το ναυπηγείο θα έχει αποκαταστήσει τη βιωσιμότητά του το "έτος 2000". Μέχρι το έτος αυτό τα Ελληνικά Ναυπηγεία έπρεπε να φθάσουν σε ετήσιο κύκλο εργασιών περίπου 26 δισεκατ. δραχμών (περίπου 76 εκατ. ευρώ) με καθαρά κέρδη της τάξης του 7 % του κύκλου εργασιών.

16. Το επενδυτικό σχέδιο επρόκειτο να χρηματοδοτηθεί ως εξής:

Κρατική ενίσχυση (50 %):	7 812,5 εκατ. δραχμές
Αύξηση μετοχικού κεφαλαίου:	3 137,5 εκατ. δραχμές
Τραπεζικά δάνεια:	4 675 εκατ. δραχμές
<hr/>	
Σύνολο	15 625 εκατ. δραχμές

17. Η αύξηση του κεφαλαίου προβλεπόταν να πραγματοποιηθεί στην ίδια αναλογία με τον αρχικό καταμερισμό, δηλαδή 51 % από την ΕΤΒΑ και 49 % από τους υπαλλήλους του ναυπηγείου. Επιπλέον, τα τραπεζικά δάνεια έπρεπε να ληφθούν υπό τους συνήθεις όρους της αγοράς χωρίς κρατικές εγγυήσεις. Η απόφαση επέβαλε τέλος την υποχρέωση να υποβάλλονται ετήσιες εκθέσεις σχετικά με την εκταμίευση της ενίσχυσης και την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου ⁽¹³⁾.

Δ. Υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου

18. Κατά τη διάρκεια των τριών ετών που είχαν προβλεφθεί για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου (1997 έως 2000), η Επιτροπή δεν έλαβε καμία έκθεση για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου και την καταβολή της ενίσχυσης, παρά την ρητή απαίτηση της απόφασης του 1997.

19. Με επιστολή της 14ης Νοεμβρίου 2001, η Επιτροπή ζήτησε από τις ελληνικές αρχές να υποβάλουν έκθεση για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου και την καταβολή της ενίσχυσης. Με επιστολή της 11ης Δεκεμβρίου 2001, που καταχωρήθηκε στις 18 Δεκεμβρίου 2001, οι ελληνικές αρχές ενημέρωσαν την Επιτροπή ότι μέχρι εκείνη την ημερομηνία η εταιρεία είχε εφαρμόσει το σχέδιο μέχρι ποσού 10 006 εκατ. δραχμών (περίπου 29,36 εκατ. ευρώ). Επίσης, δήλωσαν ότι οι αρμόδιες αρχές του υπουργείου Εθνικής Οικονομίας είχαν εγκρίνει την πρώτη δόση της ενίσχυσης που ανερχόταν σε 1 552,5 εκατ. δραχμές (4,59 εκατ. ευρώ) η οποία δεν είχε ωστόσο καταβληθεί στα Ελληνικά Ναυπηγεία.

20. Στις 23 Μαΐου 2002, η Επιτροπή έλαβε επίσημη καταγγελία για χορήγηση κρατικής ενίσχυσης στα Ελληνικά Ναυπηγεία. Με επιστολή της 31ης Ιανουαρίου 2003, η Επιτροπή ζήτησε

από τις ελληνικές αρχές να παράσχουν πληροφορίες σχετικά με σειρά θεμάτων στα οποία περιλαμβάνονταν η υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου, προκειμένου να αναλύσει τις κατηγορίες που είχαν διατυπωθεί στην εν λόγω καταγγελία.

21. Με επιστολή της 31ης Μαρτίου 2003, που καταχωρήθηκε στις 3 Απριλίου 2003, οι ελληνικές αρχές έδωσαν την απάντησή τους στην αίτηση παροχής πληροφοριών που διατύπωσε η Επιτροπή. Μεταξύ άλλων θεμάτων που αναπτύσσονται στην απάντηση αυτή, δεδομένου δεν αποτελούν αντικείμενο της παρούσας έρευνας όλα τα θέματά της, οι ελληνικές αρχές παρείχαν πληροφορίες για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου. Οι πληροφορίες που παρείχαν οι ελληνικές αρχές μπορούν να συνομειστούν ως ακολούθως:

— τον Σεπτέμβριο του 1997 τα Ελληνικά Ναυπηγεία άρχισαν την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου,

— τον Δεκέμβριο του 1999, οι αρμόδιες αρχές πραγματοποίησαν τον πρώτο έλεγχο όσον αφορά την υλοποίηση και πιστοποίησαν δαπάνες μέχρι την 30ή Ιουνίου 1999 οι οποίες ήταν σύμφωνες με τους όρους για την έγκριση της πρώτης δόσης της ενίσχυσης που ανερχόταν σε 1 562,5 εκατ. δραχμές. Ωστόσο, το ποσό αυτό δεν κατεβλήθη στην εταιρεία μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 1999,

— στις 3 Δεκεμβρίου 2000, τα Ελληνικά Ναυπηγεία υπέβαλαν αίτηση για παράταση της προθεσμίας υλοποίησης του σχεδίου. Η πρόδος της εφαρμογής του σχεδίου παρεμποδίστηκε από τους σεισμούς της 7ης Σεπτεμβρίου 1999 στην Αττική οι οποίοι προκάλεσαν σοβαρές ζημιές στα ναυπηγεία. Οι ελληνικές αρχές ενέκριναν παράταση μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 2001,

— στις 17 Δεκεμβρίου 2001, το ναυπηγείο υπέβαλε αίτηση για νέα παράταση του χρονοδιαγράμματος υλοποίησης η οποία αιτιολογήθηκε από την παρατεινόμενη διαδικασία ιδιωτικοποίησης, η οποία δυσχέρανε την υλοποίηση του σχεδίου. Οι ελληνικές αρχές ενέκριναν παράταση μέχρι την 30ή Ιουνίου 2002,

— το 2002, μετά από αίτηση της εταιρείας, οι ελληνικές αρχές προέβησαν σε πιστοποίηση της υλοποίησης του σχεδίου για την περίοδο από 1ης Ιουλίου 1999 έως 31 Δεκεμβρίου 2001. Οι αρμόδιες αρχές πιστοποίησαν δαπάνες ανερχόμενες σε 7 067,5 εκατ. δραχμές για την περίοδο αυτή, και έτσι το σύνολο των επενδυτικών δαπανών για την υλοποίηση του σχεδίου ανήλθε σε 9 838,2 εκατ. δραχμές ή 28 872,3 εκατ. ευρώ. Κατά συνέπεια, το ανεκτέλεστο υπόλοιπο ποσό για την υλοποίηση του σχεδίου διαμορφώθηκε σε 5 786,7 εκατ. δραχμές ή 16 982,4 εκατ. ευρώ,

— στις 28 Μαΐου 2002, τα ναυπηγεία υπέβαλαν αίτημα για μια ακόμη παράταση του χρονοδιαγράμματος υλοποίησης του σχεδίου. Έχοντας πιστοποιήσει την εφαρμογή ποσοστού μεγαλύτερου από το 50 % του σχεδίου στις 14 Ιουνίου 2002, οι ελληνικές αρχές ενέκριναν νέα παράταση μέχρι την 31η Ιουνίου 2004 ⁽¹⁴⁾,

⁽¹³⁾ Όπως προβλέπει το άρθρο 12 παράγραφος 1 στοιχείο ε) της εβδόμης οδηγίας για τις ενισχύσεις στις ναυπηγικές εργασίες, βλέπε υποσημείωση 4.

⁽¹⁴⁾ Η επιστολή των ελληνικών αρχών αναφέρει ότι η παράταση εγκρίνεται μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 2004. Ωστόσο, η απόφαση που επισυνάφθηκε ως παράρτημα 10 στην επιστολή της 31ης Μαρτίου 2003 αναφέρει σαφώς ότι η παράταση χορηγείται μέχρι την 31η Ιουνίου 2004.

- τον Νοέμβριο του 2002, η εταιρεία υπέβαλε στις ελληνικές αρχές τροποποιημένο επενδυτικό σχέδιο και ζήτησε την έγκρισή του. Οι τροποποιήσεις αποσκοπούσαν στην προσαρμογή του σχεδίου στις συνθήκες της αγοράς, στις νέες τεχνολογικές εξελίξεις και στη στρατηγική της εταιρείας,
 - η αύξηση του μετοχικού κεφαλαίου κατά 3 137,5 εκατ. δραχμές, όπως προβλέπεται στην απόφαση της Επιτροπής του 1997, πραγματοποιήθηκε μέσω των αυξήσεων κατά 1 569,9 εκατ. δραχμές στις 25 Μαΐου 1998, κατά 630 εκατ. δραχμές στις 24 Ιουνίου 1999 και κατά 780 εκατ. δραχμές στις 22 Μαΐου 2000, σύμφωνα με το ποσοστό συμμετοχής στην αρχική κατανομή, δηλαδή 51 % για την ΕΤΒΑ και 49 % για το συνεταιρισμό των εργαζομένων,
 - τέλος, οι ελληνικές αρχές επιβεβαίωσαν ότι η εφαρμογή του σχεδίου δεν οδηγεί σε αύξηση της επισκευαστικής ικανότητας, δεδομένου ότι έχουν εγκαταλειφθεί οι δύο ναυπηγικές κλίνες και η χρήση της προβλήτας 540⁽¹⁵⁾. Επιβεβαίωσαν επίσης ότι το δυναμικό της εταιρείας μειώθηκε από 3 022 άτομα το 1995 σε 1 412 το 2002.
22. Με την ίδια επιστολή, οι ελληνικές αρχές υπέβαλαν στην Επιτροπή κατάλογο όλων των δανείων και εγγυήσεων που ελήφθησαν από τα Ελληνικά Ναυπηγεία κατά την περίοδο από το 1995 έως το 2001. Η Επιτροπή σημειώνει ότι η εταιρεία είχε, μεταξύ άλλων, συνάψει τα ακόλουθα δάνεια:
- δάνειο 4 675 εκατ. δραχμών για την κάλυψη της υλοποίησης του επενδυτικού σχεδίου, με κρατική εγγύηση. Η κρατική εγγύηση χορηγήθηκε στις 8 Δεκεμβρίου 1999⁽¹⁶⁾,
 - δάνειο 1 562,5 εκατ. δραχμών που συνήφθη έναντι εκχώρησης της πρώτης δόσης της κρατικής ενίσχυσης. Το δάνειο αυτό καταβλήθηκε εξ ολοκλήρου στο ναυπηγείο. Μετά από διαδοχικές αναβολές της εξόφλησής του, το δάνειο είχε προγραμματιστεί να εξοφληθεί στις 31 Μαρτίου 2003 παρόλο που η δόση της ενίσχυσης για την εξόφλησή του είχε καθυστερήσει στο Υπουργείο Ανάπτυξης “για διαδικαστικούς λόγους”,
 - δάνειο 13 756,4 ευρώ έναντι εκχώρησης της δεύτερης και τρίτης δόσης της κρατικής ενίσχυσης για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου. Το δάνειο αυτό δεν καταβλήθηκε λόγω της καθυστέρησης στην καταβολή της πρώτης δόσης της κρατικής ενίσχυσης. Ωστόσο, η εταιρεία καταβάλλει ετήσιο τόκο δανείου 0,5 % για τη δέσμευση κεφαλαίου εκ μέρους του χρηματοπιστωτικού οργανισμού.
23. Με επιστολή της 31ης Οκτωβρίου 2003, οι ελληνικές αρχές παρείχαν πληροφορίες στην Επιτροπή επιβεβαιώνοντας ότι:
- το επενδυτικό σχέδιο επρόκειτο να υλοποιηθεί από το Σεπτέμβριο του 1997 έως τις 31 Δεκεμβρίου 1999,
 - δεν είχε χορηγηθεί ενίσχυση για το σχέδιο από την ημερομηνία έναρξης της υλοποίησής του μέχρι την ημερομηνία σύνταξης της επιστολής,

⁽¹⁵⁾ Οι ελληνικές αρχές δήλωσαν επίσης ότι η απόφαση χορήγησης της κρατικής εγγύησης τροποποιήθηκε από άλλη απόφαση της οποίας η ημερομηνία έκδοσης έχει παραληφθεί στο έγγραφο που υποβλήθηκε στην Επιτροπή.

⁽¹⁶⁾ Βλέπε υποσημείωση 7.

- το χρονοδιάγραμμα για την υλοποίηση του σχεδίου είχε παραταθεί με τρεις διαδοχικές αποφάσεις έγκρισης από τις ελληνικές αρχές: το 2001, παρατάθηκε μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 2001 λόγω των ζημιών που προκλήθηκαν στα ναυπηγεία από τους σεισμούς του 1999. Στα τέλη του 2001, εγκρίθηκε περαιτέρω παράταση που δικαιολογήθηκε από την καθυστέρηση στην ιδιωτικοποίηση του ναυπηγείου καθώς και του βασικού του μετόχου της τράπεζας ΕΤΒΑ· στη συνέχεια δόθηκε τρίτη παράταση στην εταιρεία, μέχρι την 20ή Ιουνίου 2004, διότι είχε ήδη υλοποιήσει το 50 % του επενδυτικού σχεδίου.
24. Με επιστολή της 14ης Ιανουαρίου 2004 που καταχωρήθηκε στις 20 Ιανουαρίου 2004, οι ελληνικές αρχές επιβεβαίωσαν τις ανωτέρω πληροφορίες και κατέληξαν στο συμπέρασμα ότι:
- με το τροποποιημένο επενδυτικό σχέδιο δεν επέρχεται αύξηση της δυναμικότητας του ναυπηγείου οι δε τροποποιήσεις αφορούν λεπτομέρειες υλοποίησης του εγκριθέντος επενδυτικού σχεδίου, ήτοι αλλαγές προμηθευτών και τύπου μηχανολογικού εξοπλισμού,
 - έχει υλοποιηθεί περισσότερο από 51 % του συνόλου της επένδυσης,
 - δεν έχει χορηγηθεί κανένα ποσό ενίσχυσης προς την επιχείρηση από την έναρξη του επενδυτικού προγράμματος μέχρι σήμερα και
 - οι παρατάσεις που έχουν δοθεί για την ολοκλήρωση του επενδυτικού σχεδίου προβλέπονται από την εθνική νομοθεσία που είχε εγκριθεί από την Επιτροπή, και υπαγορεύονται μεταξύ άλλων και από λόγους ανωτέρας βίας.

III. ΑΞΙΟΛΟΓΗΣΗ

25. Σύμφωνα με το άρθρο 87 παράγραφος 1 της συνθήκης ΕΚ, ενισχύσεις που χορηγούνται υπό οποιαδήποτε μορφή από τα κράτη ή με κρατικούς πόρους και που νοθεύουν ή απειλούν να νοθεύσουν τον ανταγωνισμό δια της ευνοϊκής μεταχείρισης ορισμένων επιχειρήσεων ή ορισμένων κλάδων παραγωγής είναι ασυμβίβαστες με την κοινή αγορά, κατά το μέτρο που επηρεάζουν τις μεταξύ κρατών μελών συναλλαγές. Σύμφωνα με την πάγια νομολογία των Ευρωπαϊκών Δικαστηρίων, το κριτήριο του επηρεασμού των συναλλαγών πληρούται όταν η δικαιούχος επιχείρηση ασκεί οικονομική δραστηριότητα που αποτελεί αντικείμενο συναλλαγών μεταξύ κρατών μελών.
26. Λαμβανομένων υπόψη των ως ανωτέρω πληροφοριών, η Επιτροπή θα εξετάσει εάν τα ανωτέρω μέτρα εμπεριέχουν στοιχεία κρατικής ενίσχυσης και εάν συμβιβάζονται με την κοινή αγορά.
27. Σύμφωνα με το άρθρο 87 παράγραφος 3 στοιχείο ε) της συνθήκης ΕΚ, μπορεί να θεωρηθεί ότι συμβιβάζονται με την κοινή αγορά κατηγορίες ενισχύσεων που καθορίζονται με απόφαση του Συμβουλίου το οποίο αποφασίζει με ειδική πλειοψηφία, προτάσει της Επιτροπής. Η Επιτροπή επισημαίνει ότι το Συμβούλιο εξέδωσε στη βάση αυτή την οδηγία 90/684/ΕΟΚ (αναφερόμενη εφεξής ως “η έβδομη οδηγία για τις ναυπηγικές εργασίες”).

28. Το άρθρο 6 παράγραφος 1 της έβδομης οδηγίας για τις ναυπηγικές εργασίες προβλέπει ότι “οι ενισχύσεις επενδύσεων, με ειδικό ή μη χαρακτήρα, δεν μπορούν να χορηγούνται για τη δημιουργία νέων ναυπηγείων ή για επενδύσεις σε υπάρχοντα ναυπηγεία εκτός αν συνδέονται με πρόγραμμα αναδιάρθρωσης το οποίο δεν συνεπάγεται καμία αύξηση του κατασκευαστικού δυναμικού του ναυπηγείου αυτού [...]”. Η Επιτροπή ενέκρινε στη βάση αυτή, την 1η Αυγούστου 1997, ενίσχυση για το επενδυτικό σχέδιο που αποσκοπεί στην αναδιάρθρωση των Ελληνικών Ναυπηγείων ⁽¹⁷⁾.
29. Η έγκριση της Επιτροπής εδόθη υπό την προϋπόθεση όρων που περιγράφονται ανωτέρω. Ωστόσο, η Επιτροπή έχει σοβαρές αμφιβολίες για το αν αυτοί οι όροι έχουν πληρωθεί κατά την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου. Ειδικότερα, η Επιτροπή διατηρεί αμφιβολίες για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου σύμφωνα με την εγκριτική απόφαση του 1997, για το συμβιβασμό της ενίσχυσης που χορηγήθηκε χωρίς την έγκριση της Επιτροπής για τους σκοπούς της απόφασης, και για την τήρηση εκ μέρους των ελληνικών αρχών των ειδικών όρων που επισυνάπτονται στην εγκριτική απόφαση.
30. Η Επιτροπή επισημαίνει ότι η διαδικασία που κινείται και η οποία προβλέπεται στο άρθρο 88 παράγραφος 2 της συνθήκης ΕΚ δεν προδικάζει την έκβαση οποιασδήποτε άλλης έρευνας που έχει κινήσει ή ενδέχεται να κινήσει η Επιτροπή βάσει της καταγγελίας που αναφέρεται στην παράγραφο 20 ανωτέρω ή άλλων πληροφοριών που έχει στη διάθεσή της η Επιτροπή.

A. Η υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου

31. Με την μονομερή τροποποίηση του επενδυτικού σχεδίου του ναυπηγείου, οι ελληνικές αρχές παραβίασαν τους όρους της έβδομης οδηγίας για τις ναυπηγικές εργασίες δυνάμει της οποίας η Επιτροπή ενέκρινε το επενδυτικό σχέδιο το 1997 και η οποία προβλέπει ότι τα κράτη μέλη κοινοποιούν στην Επιτροπή οποιαδήποτε τροποποίηση ήδη ισχύοντος καθεστώτος ενισχύσεων που καλύπτεται από την οδηγία ⁽¹⁸⁾.
32. Βάσει της εγκριτικής απόφασης της Επιτροπής του 1997, η χορήγηση της ενίσχυσης εξαρτάται από την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου όπως αυτό υποβλήθηκε και εγκρίθηκε από την Επιτροπή. Ωστόσο, οι κοινοτικές κατευθυντήριες γραμμές όσον αφορά τις κρατικές ενισχύσεις για τη διάσωση και την αναδιάρθρωση προβληματικών επιχειρήσεων ⁽¹⁹⁾, (εφεξής: “κατευθυντήριες γραμμές για τη διάσωση και την αναδιάρθρωση”) προβλέπουν τη δυνατότητα τροποποίησης του σχεδίου αναδιάρθρωσης που έχει ήδη εγκριθεί από την Επιτροπή. Ειδικότερα, το σημείο 52 των κατευθυντήριων γραμμών προβλέπει ότι:

⁽¹⁷⁾ Άρθρο 11 παράγραφος 1 της έβδομης οδηγίας για τις ναυπηγικές εργασίες.

⁽¹⁸⁾ Κοινοτικές κατευθυντήριες γραμμές όσον αφορά τις κρατικές ενισχύσεις για τη διάσωση και την αναδιάρθρωση προβληματικών επιχειρήσεων, σημείο 3.2.4 (ΕΕ 288 της 9.10.1999, σ. 2). Οι κοινοτικές κατευθυντήριες γραμμές για τη διάσωση και την αναδιάρθρωση καλύπτουν μόνο προβληματικές επιχειρήσεις. Η Επιτροπή δέχθηκε ότι τα Ελληνικά Ναυπηγεία μπορούν να υπαχθούν στον εν λόγω ορισμό καθώς δηλώθηκε ότι χωρίς τα προτεινόμενα μέτρα και τη συνδεδεμένη με αυτά ιδιωτικοποίηση, ήταν σχεδόν βέβαιο ότι η εταιρεία θα διέκοπτε τη λειτουργία της σε σύντομο χρονικό διάστημα. Συνεπώς η εταιρεία μπορούσε να χαρακτηριστεί προβληματική, βλ. απόφαση: C 40/2002 (πρώην N 513/01) Ενίσχυση στα Ελληνικά Ναυπηγεία (ΕΕ 186 της 6.8.2002, σ. 5).

⁽¹⁹⁾ Μελέτη τροποποίησης του επενδυτικού σχεδίου αναδιάρθρωσης και εκσυγχρονισμού της εταιρείας Ελληνικά Ναυπηγεία ΑΕ, το οποίο εκπονήθηκε από το Ελληνικό Κέντρο Καινοτομίας και Ανάπτυξης τον Νοέμβριο του 2002.

“Εάν εγκριθεί μια ενίσχυση αναδιάρθρωσης, το οικείο κράτος μέλος μπορεί, στη διάρκεια της αναδιάρθρωσης, να ζητήσει από την Επιτροπή να δεχθεί τροποποιήσεις του σχεδίου αναδιάρθρωσης και του ποσού της ενίσχυσης. Η Επιτροπή μπορεί να επιτρέπει αυτού του είδους τις τροποποιήσεις, εφόσον τηρούνται οι ακόλουθοι κανόνες:

- α) το αναθεωρημένο σχέδιο πρέπει να προβλέπει την αποκατάσταση της βιωσιμότητας πάντα σε εύλογο χρονικό διάστημα·
- β) αν το ποσό της ενίσχυσης έχει αυξηθεί, το ύψος των απαιτούμενων αντισταθμιστικών μέτρων θα πρέπει να είναι μεγαλύτερο από αυτά που είχαν επιβληθεί αρχικά·
- γ) αν τα προτεινόμενα αντισταθμιστικά μέτρα είναι λιγότερα από αυτά που είχαν προβλεφθεί αρχικά, το ποσό της ενίσχυσης πρέπει να μειωθεί ανάλογα·
- δ) το νέο χρονοδιάγραμμα εφαρμογής των αντισταθμιστικών μέτρων θα μπορεί να συνεπάγεται καθυστέρηση σε σχέση με το αρχικό μόνο για λόγους για τους οποίους δεν ευθύνεται η επιχείρηση ή το κράτος μέλος. Εάν δεν συμβαίνει αυτό, το ποσό της ενίσχυσης πρέπει να μειωθεί ανάλογα.”

33. Η Επιτροπή συνάγει το συμπέρασμα ότι οι ελληνικές αρχές δεν τήρησαν τις δύο κύριες προϋποθέσεις προκειμένου να είναι δυνατή η εφαρμογή του σημείου αυτού των κατευθυντήριων γραμμών για τη διάσωση και την αναδιάρθρωση: κατά πρώτο λόγο, οι ελληνικές αρχές δεν ζήτησαν την έγκριση της Επιτροπής για τις τροποποιήσεις του επενδυτικού σχεδίου. Κατά δεύτερο λόγο, οι τροποποιήσεις στο επενδυτικό σχέδιο δεν γνωστοποιήθηκαν στην Επιτροπή κατά τη διάρκεια της περιόδου αναδιάρθρωσης, δηλαδή μεταξύ Σεπτεμβρίου 1997 και 31ης Δεκεμβρίου 1999.
34. Συνεπώς, η Επιτροπή δεν είναι σε θέση να αξιολογήσει την τροποποίηση του επενδυτικού σχεδίου δυνάμει των όρων που προβλέπονται στο σημείο 52 των κατευθυντήριων γραμμών για τη διάσωση και την αναδιάρθρωση. Παρά το συμπέρασμα αυτό, η Επιτροπή έχει αμφιβολίες ότι στη συγκεκριμένη υπόθεση θα μπορούσαν να πληρούνται ορισμένοι από τους όρους που προβλέπονται στο σημείο 52.
35. Ειδικότερα, η Επιτροπή επισημαίνει ότι το χρονοδιάγραμμα για την υλοποίηση του σχεδίου παρατάθηκε για λόγους που παρουσιάστηκαν είτε στο τέλος της περιόδου αναδιάρθρωσης είτε μετά από τη λήξη αυτής. Ειδικότερα, οι σεισμοί στους οποίους βασίστηκε η αιτιολόγηση της απόφασης των Ελληνικών αρχών της 27ης Ιουνίου 2001 για παράταση του χρονοδιαγράμματος του σχεδίου μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 2001, συνέβησαν τον Σεπτέμβριο του 1999, δηλαδή, μερικούς μήνες πριν ολοκληρωθεί η υλοποίηση του σχεδίου στο σύνολό του. Οι ελληνικές αρχές αιτιολόγησαν την σχετική απόφασή τους για παράταση της υλοποίησης του σχεδίου μέχρι την 30ή Ιουνίου 2002 με την καθυστέρηση της ιδιωτικοποίησης των ναυπηγείων η οποία τοποθετείται επίσης χρονικά εκτός της περιόδου αναδιάρθρωσης που είχε εγκριθεί από την Επιτροπή, εφόσον έλαβε χώρα το χρονικό διάστημα μεταξύ 2001 και 2002.

36. Συνεπώς, οι λόγοι στους οποίους στηρίχθηκαν οι αποφάσεις των ελληνικών αρχών για παράταση του χρονοδιαγράμματος του σχεδίου, παρουσιάστηκαν στο τέλος της περιόδου αναδιάρθρωσης ή μετά το πέρας αυτής. Δεν μπορούν συνεπώς να αιτιολογήσουν ενδεχόμενη καθυστέρηση στην υλοποίηση του σχεδίου κατά τριετήμια έτη (από το έτος 2000 έως σήμερα) και σε κάθε περίπτωση δεν είχαν κοινοποιηθεί επίσημα στην Επιτροπή κατά τη διάρκεια της περιόδου αναδιάρθρωσης ή σε οποιαδήποτε άλλη χρονική στιγμή.
37. Η Επιτροπή καταλήγει προς το παρόν στο συμπέρασμα ότι η ενέργεια των ελληνικών αρχών να τροποποιήσουν μονομερώς το επενδυτικό σχέδιο είναι παράνομη στο βαθμό που δεν κοινοποιήθηκε στην Επιτροπή πριν τεθεί σε εφαρμογή. Η Επιτροπή έχει επίσης σοβαρές αμφιβολίες σχετικά με το εάν, κατά το χρόνο στον οποίο συνέβησαν, οι τροποποιήσεις στο σχέδιο θα πληρούσαν τα κριτήρια των κατευθυντηρίων γραμμών για τη διάσωση και την αναδιάρθρωση, ώστε να γίνουν δεκτές.
38. Τέλος, το έγγραφο που γνωστοποιήθηκε στην Επιτροπή στις 12 Σεπτεμβρίου 2003⁽²⁰⁾, αναφέρει ρητά ότι ο συνολικός προϋπολογισμός για το επενδυτικό σχέδιο θα αυξανόταν κατά 5,6 εκατ. ευρώ. Η αύξηση αυτή δεν κοινοποιήθηκε στην Επιτροπή προς έγκριση, αποφασίστηκε σε χρονική στιγμή εκτός της περιόδου αναδιάρθρωσης και συνεπώς η Επιτροπή διατηρεί σοβαρές αμφιβολίες για το εάν συμβιβάζεται με την κοινή αγορά.

B. Δάνεια και εγγυήσεις που χορηγήθηκαν για το επενδυτικό σχέδιο

39. Η Επιτροπή διατηρεί σοβαρές αμφιβολίες όσον αφορά τη δήλωση των Ελληνικών αρχών ότι δεν χορηγήθηκε ενίσχυση για το επενδυτικό σχέδιο, όπως αναφέρουν στις επιστολές τους της 31ης Οκτωβρίου 2003, 16ης Ιανουαρίου 2004 και 27ης Φεβρουαρίου 2004. Στις πληροφορίες που υποβλήθηκαν από τις ελληνικές αρχές με επιστολή της 31ης Μαρτίου 2003, σε απάντηση στην αίτηση παροχής πληροφοριών της Επιτροπής της 30ής Ιανουαρίου 2003, αναφέρεται ότι τα Ελληνικά Ναυπηγεία έλαβαν ορισμένα δάνεια και κρατικές εγγυήσεις για τους σκοπούς του επενδυτικού σχεδίου που δεν είχαν προηγουμένως εγκριθεί από την Επιτροπή.
40. Σύμφωνα με την ανακοίνωση της Επιτροπής για τις κρατικές ενισχύσεις με τη μορφή εγγυήσεων⁽²¹⁾ στις περιπτώσεις όπου η εγγύηση περιλαμβάνει ενίσχυση στον δανειζόμενο πρέπει να εξετάζεται από την Επιτροπή βάσει των ιδίων κανόνων με αυτούς που εφαρμόζονται σε άλλες μορφές ενισχύσεων⁽²²⁾. Όταν ένα κράτος μέλος δεν τηρεί την υποχρέωση της προηγούμενης κοινοποίησης και αναστολής εφαρμογής ενός μέτρου όπως ορίζεται στο άρθρο 88 παράγραφος 3 της συνθήκης, το στοιχείο της εγγύησης που συνιστά ενίσχυση θεωρείται ως παράνομο σύμφωνα με το άρθρο 1 στοιχείο στ) του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 659/1999 του Συμβουλίου⁽²³⁾.
41. Οι ελληνικές αρχές στη σελίδα 10 της επιστολής τους της 31ης Μαρτίου 2003, παρέχουν λεπτομέρειες σχετικά με το δάνειο των 4 675 εκατ. δραχμών που έλαβαν τα Ελληνικά Ναυπηγεία για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου. Μεταξύ των λεπτομερών πληροφοριών που παρέχονται, οι ελληνικές αρχές αναφέρονται ρητά σε κρατική εγγύηση που χορηγήθηκε για το εν λόγω δάνειο.
42. Η απόφαση της Επιτροπής του 1997 προέβλεπε ότι η χρηματοδότηση του επενδυτικού σχεδίου θα γινόταν εν μέρει από τραπεζικά δάνεια μέχρι το προαναφερόμενο ποσό. Ωστόσο, η απόφαση προβλέπει ακόμη ρητά ότι "τα τραπεζικά δάνεια θα ληφθούν κάτω από τους συνήθεις όρους της αγοράς χωρίς κρατικές εγγυήσεις". Ως εκ τούτου, η κρατική εγγύηση που παρασχέθηκε για το εν λόγω δάνειο φαίνεται να χορηγήθηκε κατά παράβαση των όρων της απόφασης του 1997 με την οποία εγκρίθηκε το επενδυτικό σχέδιο των ναυπηγείων.
43. Στα πλαίσια αυτά η Επιτροπή επισημαίνει ότι όταν ο δανειζόμενος αδυνατεί να βρει ίδρυμα διατεθειμένο να του χορηγήσει δάνειο με οποιουδήποτε όρους, το συνολικό ποσό του εγγυημένου δανείου που λαμβάνει θεωρείται ως ενίσχυση. Στην εξεταζόμενη περίπτωση, εάν τα Ελληνικά Ναυπηγεία δεν μπόρεσαν να λάβουν τα τραπεζικά δάνεια υπό τους συνήθεις όρους της αγοράς, όπως έχει εγκριθεί για τους σκοπούς του επενδυτικού σχεδίου, τότε το ποσό της ενίσχυσης που έχει ληφθεί με κρατική εγγύηση πρέπει να θεωρηθεί ως νέα ενίσχυση που δεν καλύπτεται από την εγκριτική απόφαση του 1997. Η Επιτροπή έχει σοβαρές αμφιβολίες σχετικά με το εάν η ενίσχυση αυτή συμβιβάζεται με την κοινή αγορά.
44. Το παράρτημα 15 της επιστολής των ελληνικών αρχών της 31ης Μαρτίου 2003, περιλαμβάνει πίνακα των δανείων που έλαβαν τα Ελληνικά Ναυπηγεία στον οποίον γίνεται διάκριση μεταξύ δανείων που λήφθηκαν με ή χωρίς κρατική εγγύηση. Η Επιτροπή επισημαίνει ότι στον πίνακα γίνεται σαφή αναφορά σε δάνειο ύψους 13 719 734,88 ευρώ το οποίο λήφθηκε με κρατική εγγύηση. Ως σκοπός του δανείου αναφέρεται η επένδυση.
45. Ανεξάρτητα από το εάν το εν λόγω δάνειο ταυτίζεται ή όχι με εκείνο που αναφέρεται στη σελίδα 10 της επιστολής της 31ης Μαρτίου 2003, η Επιτροπή επισημαίνει ότι όταν ένα κράτος μέλος δεν τηρεί την υποχρέωση της προηγούμενης κοινοποίησης και αναστολής εφαρμογής ενός μέτρου όπως ορίζεται στο άρθρο 88 παράγραφος 3 της συνθήκης, το στοιχείο της εγγύησης που συνιστά ενίσχυση θεωρείται ως παράνομο⁽²⁴⁾ σύμφωνα με το άρθρο 1 στοιχείο στ) του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 659/1999 του Συμβουλίου. Η Επιτροπή διατηρεί επίσης σοβαρές αμφιβολίες για το εάν τα Ελληνικά Ναυπηγεία θα πετύχαιναν τη λήψη τέτοιων δανείων στην κεφαλαιαγορά, χωρίς κρατική εγγύηση⁽²⁵⁾. Σε μια τέτοια περίπτωση το συνολικό ποσό του συναφθέντος δανείου μπορεί να θεωρηθεί ως ενίσχυση⁽²⁶⁾.

⁽²⁰⁾ Ανακοίνωση της Επιτροπής για την εφαρμογή των άρθρων 87 και 88 της συνθήκης ΕΚ στις κρατικές ενισχύσεις με τη μορφή εγγυήσεων (ΕΕ C 71 της 11.3.2000, σ. 14).

⁽²¹⁾ Ομοίως, σημείο 5.2.

⁽²²⁾ Βλέπε υποσημείωση 2.

⁽²³⁾ Ανακοίνωση της Επιτροπής για την εφαρμογή των άρθρων 87 και 88 της συνθήκης ΕΚ στις κρατικές ενισχύσεις με τη μορφή εγγυήσεων, σημείο 6.1 (ΕΕ C 71 της 11.3.2000, σ. 14).

⁽²⁴⁾ Υπόθεση C 301/86 Γαλλία κατά Επιτροπής [1990] ECR I-307 και C 142/87 Βέλγιο κατά Επιτροπής [1990] ECR I-959. Επίσης πιο πρόσφατα, υπόθεση C 288/96 Γερμανία κατά Επιτροπής [2000] ECR I-8237.

⁽²⁵⁾ Υπόθεση C 288/96 Γερμανία κατά Επιτροπής [2000] ECR I-8237.

⁽²⁶⁾ Άρθρο 12 παράγραφος 3 της έβδομης οδηγίας για τις ναυπηγικές εργασίες.

46. Στη σελίδα 10 της επιστολής των Ελληνικών αρχών της 31ης Μαρτίου 2003 αναφέρεται επίσης ότι τα Ελληνικά Ναυπηγεία έλαβαν δάνειο 1 562,5 εκατ. δρχ. ενόψει της πρώτης δόσης της κρατικής ενίσχυσης για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου. Οι ελληνικές αρχές δήλωσαν επίσης ότι η εκταμίευση της πρώτης δόσης της κρατικής ενίσχυσης για το επενδυτικό σχέδιο καθυστέρησε στο υπουργείο Ανάπτυξης για “διαδικαστικούς λόγους”. Επιπλέον, στην ίδια σελίδα της επιστολής τους οι ελληνικές αρχές επισημαίνουν ότι συνήφθη δάνειο 13 756,4 εκατ. δρχ., ενόψει της δεύτερης και τρίτης δόσης της κρατικής ενίσχυσης για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου, αλλά δεν καταβλήθηκε στο ναυπηγείο.
47. Η Επιτροπή δεν διαθέτει πληροφορίες από τις οποίες να συνάγεται ότι τα εν λόγω δάνεια ελήφθησαν από τα Ελληνικά Ναυπηγεία με κρατική εγγύηση. Ωστόσο, πρέπει να σημειωθεί ότι εάν τα εν λόγω δάνεια συνήφθησαν όταν το ίδρυμα δανεισμού δηλαδή η Τράπεζα ΕΤΒΑ ήταν ακόμα κρατικής ιδιοκτησίας, τότε είναι αμφίβολο εάν τα δάνεια αυτά συνήφθησαν σε ισότιμη βάση. Επιπλέον, το άρθρο 87 παράγραφος 1 της συνθήκης καλύπτει ενισχύσεις που χορηγούνται με κρατικούς πόρους. Συνεπώς, εγγυήσεις που δίδονται από κρατικούς φορείς, όπως η ΕΤΒΑ την εποχή που βρισκόταν υπό κυρίαρχη επιρροή του κράτους, μπορούν επίσης να συνιστούν κρατική ενίσχυση εφόσον αποδειχθεί ότι το μέτρο μπορεί να αποδοθεί στο κράτος.

Γ. Η μη υποβολή ετήσιων εκθέσεων

48. Οι ελληνικές αρχές δεν τήρησαν την υποχρέωση που προβλέπει τόσο η εγκριτική απόφαση της Επιτροπής του 1997 όσο και η έβδομη οδηγία για τις ναυπηγικές εργασίες, να υποβάλουν ετήσιες εκθέσεις για την πρόοδο της υλοποίησης του σχεδίου και την εκταμίευση της ενίσχυσης, ώστε να θέσουν με τον τρόπο αυτόν υπόψη της Επιτροπής τα επιχειρήματα που αιτιολόγησαν τις τροποποιήσεις στο σχέδιο καθώς και την έγκρισή τους μονομερώς από τις ελληνικές αρχές.
49. Η Επιτροπή επισημαίνει ότι σε περίπτωση που κάποιο κράτος μέλος δεν συμμορφώνεται πλήρως με την υποχρέωση υποβολής εκθέσεων, η Επιτροπή μπορεί να απαιτήσει από αυτό να αναστείλει όλες τις εκκρεμείς καταβολές ήδη εγκεκριμένων ενισχύσεων, έως ότου περιέλθουν όλες οι προβλεπόμενες εκθέσεις στην Επιτροπή⁽²⁷⁾.
50. Οι ελληνικές αρχές δεν αξιοποίησαν επίσης την ευκαιρία να υποβάλουν έκθεση σχετικά με τις εξελίξεις που επηρέασαν τη σωστή υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου όταν, με επιστολή της 14ης Νοεμβρίου 2001, η Επιτροπή ζήτησε από τις ελληνικές αρχές να υποβάλουν έκθεση για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου και την καταβολή της ενίσχυσης. Με επιστολή της 11ης Δεκεμβρίου 2001, οι ελληνικές αρχές απάντησαν ότι είχαν δαπανηθεί 29,3 εκατ. ευρώ για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου και ότι το κράτος είχε χορηγήσει την πρώτη δόση της ενίσχυσης η οποία όμως δεν είχε ακόμη καταβληθεί στην εταιρεία.

⁽²⁷⁾ Αυτό επιβεβαιώθηκε πρόσφατα από το Δικαστήριο στην υπόθεση T-109/01 Fleuren Compost BV κατά Επιτροπής, απόφαση της 14ης Ιανουαρίου 2004, στο σημείο 80 όπου το Δικαστήριο αποφαινεται ότι δεν μπορεί ένα κράτος μέλος, τροποποιώντας ένα σύστημα ενισχύσεως μετά την έγκρισή του από την Επιτροπή, να επεκτείνει μονομερώς το πεδίο της έγκρισής αυτής.

IV. ΣΥΜΠΕΡΑΣΜΑ

51. Η Επιτροπή δεν δύναται να κάνει δεκτή την εγκυρότητα των τριών αποφάσεων των ελληνικών αρχών περί εγκρίσεως του αιτήματος των Ελληνικών Ναυπηγείων για τροποποίηση του χρονοδιαγράμματος του επενδυτικού σχεδίου. Κατά πρώτο λόγο, οι ελληνικές αρχές δεν δύναται να τροποποιήσουν μονομερώς ένα σχέδιο για το οποίο η Επιτροπή έχει εγκρίνει ενίσχυση χωρίς προηγουμένως να ενημερώσουν την Επιτροπή για την τροποποίηση και να λάβουν τη ρητή έγκρισή της⁽²⁸⁾. Επιπλέον, οι εν λόγω αποφάσεις ελήφθησαν εκτός της περιόδου αναδιάρθρωσης, η πρώτη την 27η Ιουνίου 2001, η δεύτερη την 28η Δεκεμβρίου 2001 και η τρίτη την 14η Ιουνίου 2002. Το ίδιο συμπέρασμα ισχύει και για οποιαδήποτε άλλη επίσημη έγκριση που εξέδωσαν οι ελληνικές αρχές σχετικά με το τροποποιημένο σχέδιο του Νοεμβρίου 2002 ή οποιοδήποτε άλλο σχετικό αίτημα για το σκοπό αυτό για την οποία δεν έχει ενημερωθεί η Επιτροπή.
52. Συνεπώς, δεδομένου ότι το επενδυτικό σχέδιο τροποποιήθηκε χωρίς προηγούμενη έγκριση της Επιτροπής, οποιαδήποτε ενίσχυση που χορηγήθηκε για τους σκοπούς του σχεδίου θα θεωρηθεί ως κατάχρηση ενίσχυσης εκ μέρους των ελληνικών αρχών, όπως αυτή ορίζεται στο άρθρο 1 στοιχείο ζ) του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 659/1999 του Συμβουλίου⁽²⁹⁾.
53. Η Επιτροπή δεν μπορεί να δεχθεί το επιχειρήμα που προέβλεπαν οι ελληνικές αρχές ότι η ενίσχυση που προτίθενται να δώσουν για το επενδυτικό σχέδιο καλύπτεται από την εγκριτική απόφαση του 1997. Η Επιτροπή επισημαίνει επίσης ότι οι ίδιες οι ελληνικές αρχές δεν ικανοποίησαν το αίτημα των Ελληνικών Ναυπηγείων για τροποποίηση της εγκριτικής απόφασης ως προς τις δόσεις καταβολής της ενίσχυσης “επειδή αντικειεται στις διατάξεις του νόμου 1892/1990”⁽³⁰⁾. Αυτό σημαίνει ότι οι ελληνικές αρχές ήταν ενήμερες για το ότι η ενίσχυση δεν μπορεί να καταβληθεί εκτός της περιόδου που προσδιορίζεται στην εγκριτική απόφαση της Επιτροπής. Αυτό επιβεβαιώθηκε και στη μελέτη τροποποίησης του επενδυτικού σχεδίου⁽³¹⁾, η οποία υποβλήθηκε στην Επιτροπή με επιστολή της 9ης Σεπτεμβρίου 2003 και στην οποία αποσαφηνίζεται ότι η πρώτη δόση της ενίσχυσης δεν ήταν δυνατό να καταβληθεί στην εταιρεία το 2000, δεδομένου ότι η προθεσμία για την υλοποίηση του σχεδίου είχε λήξει την 31η Δεκεμβρίου 1999.
54. Η Επιτροπή έχει επίσης σοβαρές αμφιβολίες σχετικά με το εάν οι τροποποιήσεις στο επενδυτικό σχέδιο είναι συμβατές με τις κατευθυντήριες γραμμές της Επιτροπής για τη διάσωση και την αναδιάρθρωση προβληματικών επιχειρήσεων, δεδομένου ότι οι τροποποιήσεις πραγματοποιήθηκαν εκτός της περιόδου αναδιάρθρωσης η οποία προβλεπόταν να ολοκληρωθεί την 31η Δεκεμβρίου 1999, όπως ορίζεται στην απόφαση του 1997. Εάν η περίοδος αναδιάρθρωσης επεκτεινόταν μέχρι τον Ιούνιο του 2004, όπως φαίνεται να ισχυρίζονται οι ελληνικές αρχές, η διάρκεια της θα ξεπερνούσε τα έξι έτη και μισό.

⁽²⁸⁾ Βλέπε υποσημείωση 2.

⁽²⁹⁾ Κοινή απόφαση των υφυπουργών Εθνικής Οικονομίας και Ανάπτυξης 55866/ΝΝ769/Ν. 1892/90 της 27ης Ιουνίου 2001.

⁽³⁰⁾ Μελέτη τροποποίησης του επενδυτικού σχεδίου αναδιάρθρωσης και εκσυγχρονισμού της εταιρείας Ελληνικά Ναυπηγεία ΑΕ, που εκπονήθηκε από το Ελληνικό Κέντρο Καινοτομίας και Ανάπτυξης τον Νοέμβριο του 2002, σελίδες 3 έως 5.

⁽³¹⁾ Βλέπε για παράδειγμα, υπόθεση C 15/98, σχετικά με την κρατική ενίσχυση που χορήγησε η Γερμανία υπέρ των εταιρειών Foerderanlagen- und Kranbau Köthen GmbH και Kranbau Köthen GmbH (ΕΕ L 97 της 15.4.2003, σ. 73).

55. Η Επιτροπή αμφιβάλλει εάν η περίοδος αυτή μπορεί να θεωρηθεί ως “λογική περίοδος” όπως προβλέπουν οι κατευθυντήριες γραμμές και επιπλέον επισημαίνει ότι, εάν το ναυπηγείο επιτύχει στο ενδιάμεσο διάστημα να αποκαταστήσει τη βιωσιμότητά του βασιζόμενο σε ίδιους πόρους, δεν επιτρέπεται η χορήγηση περαιτέρω ενίσχυσης αναδιάρθρωσης για τον ίδιο σκοπό. Δυνάμει της παραγράφου 40 των κατευθυντηρίων γραμμών για τη διάσωση και την αναδιάρθρωση η ενίσχυση πρέπει να περιορίζεται στο ελάχιστο απαραίτητο που θα επιτρέπει τη αναδιάρθρωση ενώ οι αποδέκτες (ή αντίστοιχα οι μέτοχοι του ομίλου στον οποίο ανήκει) πρέπει να συμβάλλουν σημαντικά στο σχέδιο της αναδιάρθρωσης με δικούς τους πόρους ⁽³²⁾.
56. Η Επιτροπή διατηρεί σοβαρές αμφιβολίες για το εάν τα δάνεια και εγγυήσεις που περιγράφονται ανωτέρω, τα οποία έλαβαν τα Ελληνικά Ναυπηγεία για τους σκοπούς του επενδυτικού σχεδίου, συμβιβάζονται με την κοινή αγορά. Πρώτο και κύριο, στο βαθμό που δεν εμπίπτουν στο πεδίο της εγκριτικής απόφασης του 1997, συνιστούν νέα ενίσχυση. Επιπλέον, δεδομένου ότι δεν κοινοποιήθηκαν στην Επιτροπή, συνιστούν παράνομη ενίσχυση καθώς χορηγήθηκαν κατά παράβαση του άρθρου 88 παράγραφος 3 της συνθήκης. Τέλος, η Επιτροπή αμφιβάλλει ότι η ενίσχυση αυτή συμβιβάζεται με την κοινή αγορά, στο βαθμό που αποσκοπεί στην αναδιάρθρωση του ναυπηγείου.
57. Υπενθυμίζεται στις ελληνικές αρχές η αρχή της “εφάπαξ ενίσχυσης” που προβλέπεται στο κεφάλαιο 3.2.3 των κατευθυντηρίων γραμμών για τη διάσωση και την αναδιάρθρωση, στόχος της οποίας είναι να διασφαλιστεί ότι δεν θα μπορεί να χορηγηθεί ενίσχυση αναδιάρθρωσης στις επιχειρήσεις πάνω από μία φορά. Η Επιτροπή μπορεί να επιτρέψει τη χορήγηση νέας ενίσχυσης αναδιάρθρωσης μόνο σε εξαιρετικές και απρόβλεπτες συνθήκες που δεν μπορούν να καταλογιστούν στην επιχείρηση και εφόσον δεν έχει παρέλθει δεκαετία από τη λήξη της περιόδου αναδιάρθρωσης ή έπαυσε να εφαρμόζεται το σχέδιο ⁽³³⁾.
58. Η Επιτροπή θα ήθελε επίσης να υπενθυμίσει στις ελληνικές αρχές ότι ο κανονισμός (Κ) αριθ. 1013/97 του Συμβουλίου ενέκρινε ενίσχυση αναδιάρθρωσης για ορισμένα ναυπηγεία στη Γερμανία, την Ελλάδα και την Ισπανία. Ένα από τα ναυπηγεία που έλαβαν ενίσχυση δυνάμει του κανονισμού αυτού ήταν τα Ελληνικά Ναυπηγεία. Σύμφωνα με τον κανονισμό και όπως ρητά προβλέπεται στην απόφαση της Επιτροπής, δεν μπορεί να δοθεί περαιτέρω ενίσχυση αναδιάρθρωσης στα Ελληνικά Ναυπηγεία.
59. Τέλος, η Επιτροπή επισημαίνει ότι οι ελληνικές αρχές δεν υπέβαλαν έκθεση για την υλοποίηση του επενδυτικού σχεδίου όπως προβλέπει η έβδομη οδηγία για τις ναυπηγικές εργασίες και όπως ορίζει ρητά η απόφαση του 1997 που εγκρίνει την ενίσχυση αναδιάρθρωσης για το επενδυτικό σχέδιο.
60. Με βάση τις ανωτέρω εκτιμήσεις, η Επιτροπή καλεί την Ελλάδα, στο πλαίσιο της διαδικασίας του άρθρου 88 παράγραφος 2 της συνθήκης ΕΚ, να υποβάλει τις παρατηρήσεις της και να παράσχει κάθε χρήσιμη πληροφορία για την αξιολόγηση

των προαναφερομένων μέτρων, εντός προθεσμίας ενός μηνός από την ημερομηνία παραλαβής της παρούσας επιστολής. Η Ελλάδα θα πρέπει, εκτός από τα σχόλιά της, να υποβάλει τις ακόλουθες πληροφορίες:

- α) αναλυτική έκθεση για την υλοποίηση του σχεδίου από την έναρξη της περιόδου αναδιάρθρωσης, όπως έχει εγκριθεί από την Επιτροπή το 1997, μέχρι σήμερα·
- β) αναλυτικό απολογισμό των όρων υπό τους οποίους τα προαναφερόμενα δάνεια και εγγυήσεις ελήφθησαν από τα Ελληνικά Ναυπηγεία. Ειδικότερα, οι ελληνικές αρχές πρέπει να υποβάλουν όλα τα λεπτομερή στοιχεία σχετικά με τα δάνεια και τις εγγυήσεις που αναφέρονται στη σελίδα 10 της επιστολής της 31ης Μαρτίου 2003, δηλαδή το δάνειο των 4 675 εκατ. δραχμών, το δάνειο των 1 562,5 εκατ. δραχμών και το δάνειο των 13 756,4 εκατ. ευρώ καθώς και όλα τα δάνεια και εγγυήσεις που αναφέρονται στο παράρτημα 15 της επιστολής της 31ης Μαρτίου 2003, περιλαμβανομένου του δανείου των 13 719 734,88 ευρώ. Οι ελληνικές αρχές πρέπει να γνωστοποιήσουν το όνομα του χρηματοπιστωτικού ιδρύματος που χορηγεί τα δάνεια, τα επιτόκια που εφαρμόστηκαν, την ημερομηνία χορήγησης του δανείου, την ημερομηνία και τους όρους εξόφλησης του δανείου, το ποσό της εγγύησης που έχει χορηγηθεί για το δάνειο, όλα τα ασφάλιστρα που έχουν καταβληθεί από τον δανειζόμενο για την εγγύηση και οποιαδήποτε άλλα επιμέρους στοιχεία που συνδέονται με τα εν λόγω δάνεια και εγγυήσεις.

Η Επιτροπή υπενθυμίζει στις ελληνικές αρχές ότι δυνάμει του άρθρου 10 παράγραφος 3 του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 659/1999 του Συμβουλίου, όταν ένα κράτος μέλος δεν παρέχει τις ζητούμενες πληροφορίες, η Επιτροπή εκδίδει απόφαση με την οποία απαιτεί την παροχή των πληροφοριών αυτών.

61. Η Επιτροπή ζητεί ακόμη από τις ελληνικές αρχές να διαβιβάσουν άμεσα αντίγραφο της επιστολής αυτής στον αποδέκτη της ενίσχυσης.
62. Η Επιτροπή επιθυμεί να υπενθυμίσει στην Ελλάδα ότι το άρθρο 88 παράγραφος 3 της συνθήκης ΕΚ έχει ανασταλτικό αποτέλεσμα και να επιστήσει την προσοχή σας στο άρθρο 14 του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 659/1999 το οποίο προβλέπει ότι κάθε παράνομη ενίσχυση μπορεί να ανακτηθεί από τον αποδέκτη.
63. Η Επιτροπή προειδοποιεί την Ελλάδα ότι θα ενημερώσει τα ενδιαφερόμενα μέρη δημοσιεύοντας την παρούσα επιστολή και περίληψη αυτής στην *Επίσημη Εφημερίδα της Ευρωπαϊκής Ένωσης*. Θα ενημερώσει επίσης τα ενδιαφερόμενα μέρη στις χώρες ΕΖΕΣ που έχουν υπογράψει τη συμφωνία για τον ΕΟΧ, με δημοσίευση ανακοίνωσης στο συμπλήρωμα για τον ΕΟΧ της *Επίσημης Εφημερίδας της Ευρωπαϊκής Ένωσης* και θα ενημερώσει την εποπτεύουσα αρχή ΕΖΕΣ με αποστολή αντιγράφου της παρούσας επιστολής. Όλα τα ενδιαφερόμενα μέρη θα κληθούν να υποβάλουν τις παρατηρήσεις τους εντός ενός μηνός από την ημερομηνία της εν λόγω δημοσίευσης.»

⁽³²⁾ Σημείο 48 των κατευθυντηρίων γραμμών για τη διάσωση και την αναδιάρθρωση.

⁽³³⁾ Βλέπε ανωτέρω υποσημείωση 8.

Avis d'ouverture d'un réexamen intermédiaire partiel des mesures antidumping applicables aux importations de certains câbles en fer ou en acier originaires de Russie

(2004/C 202/04)

La Commission a été saisie de deux demandes de réexamen intermédiaire partiel au titre de l'article 11, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 384/96 du Conseil ⁽¹⁾ (ci-après dénommé «règlement de base»).

1. Demande de réexamen

Les demandes ont été déposées par Open Joint Stock Company Cherepovetsky Staleprokatny Zavod (ci-après dénommé «ChSPZ») et Joint Stock Company Beloretsk Iron & Steel Works (ci-après dénommé «BMK»), deux exportateurs de Russie.

Les demandes portaient uniquement sur l'examen du dumping en ce qui concerne ChSPZ et BMK.

2. Produits

Les produits faisant l'objet du réexamen sont les câbles en fer ou en acier, y compris les câbles clos, autres qu'en acier inoxydable, dont la plus grande dimension de la coupe transversale excède 3 millimètres, même munis d'accessoires, originaires de Russie et relevant actuellement des codes NC 7312 10 82, 7312 10 84, 7312 10 86, 7312 10 88 et 7312 10 99. Ces derniers ne sont donnés qu'à titre purement indicatif.

3. Mesures existantes

Les mesures actuellement en vigueur se présentent sous la forme de droits antidumping définitifs institués par le règlement (CE) n° 1601/2001 du Conseil ⁽²⁾ sur les importations de certains câbles en fer ou en acier originaires de Russie.

4. Motifs du réexamen

Les demandes au titre de l'article 11, paragraphe 3, du règlement de base reposent sur des éléments de preuve fournis par ChSPZ et BMK, dont il ressort à première vue que les circonstances à l'origine de l'institution des mesures ont changé et que ces changements présentent un caractère durable.

ChSPZ et BMK font valoir, en présentant des éléments de preuve à l'appui, qu'une comparaison entre une valeur normale fondée sur leurs propres coûts/prix et leurs prix à l'exportation vers l'Union européenne révélerait une diminution du dumping à un niveau de loin inférieur à celui des mesures actuelles. Par conséquent, le maintien des mesures à leur niveau actuel, qui avait été fixé en fonction du niveau de dumping alors établi, n'est plus nécessaire pour contrebalancer le dumping.

5. Procédure de détermination du dumping

Ayant conclu, après consultation du comité consultatif, qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouver-

ture d'un réexamen intermédiaire partiel, la Commission a entamé un réexamen, conformément à l'article 11, paragraphe 3, du règlement de base, portant uniquement sur l'examen du dumping en ce qui concerne ChSPZ et BMK.

L'enquête établira s'il est nécessaire de maintenir, abroger ou modifier les mesures en vigueur concernant ChSPZ et BMK.

a) Questionnaires

Afin d'obtenir les informations qu'elle juge nécessaires à son enquête, la Commission enverra des questionnaires à ChSPZ, à BMK et aux autorités russes. Ces informations et les éléments de preuve à l'appui doivent parvenir à la Commission dans le délai fixé au point 6 a) du présent avis.

b) Informations et auditions

Toutes les parties intéressées sont invitées à faire connaître leur point de vue, à présenter des informations autres que celles contenues dans les réponses au questionnaire et à fournir des éléments de preuve à l'appui. Ces informations et éléments de preuve doivent parvenir à la Commission dans le délai fixé au point 6 a) du présent avis.

En outre, la Commission entendra les parties intéressées, pour autant qu'elles en fassent la demande et prouvent qu'il existe des raisons particulières de les entendre. Ces demandes doivent être présentées dans le délai fixé au point 6 b) du présent avis.

6. Délais

a) Pour se faire connaître, fournir les réponses au questionnaire ou toute autre information

Toutes les parties intéressées peuvent se faire connaître en prenant contact avec la Commission et présenter leur point de vue, les réponses au questionnaire, ainsi que toute autre information qui, pour être pris en considération au cours de l'enquête, seront présentés, sauf indication contraire, dans les quarante jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel de l'Union européenne*. Il est à noter que les parties ne peuvent exercer la plupart des droits procéduraux énoncés dans le règlement de base que si elles se sont fait connaître dans le délai susmentionné.

b) Auditions

Toutes les parties intéressées peuvent également demander à être entendues par la Commission dans le même délai de quarante jours.

⁽¹⁾ JO L 56 du 6.3.1996, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 461/2004 (JO L 77 du 13.3.2004, p. 12).

⁽²⁾ JO L 211 du 4.8.2001, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1268/2003 (JO L 180 du 18.7.2003, p. 23).

7. Observations écrites, réponses au questionnaire et correspondance

Tous les commentaires et les demandes des parties intéressées doivent être présentés par écrit (autrement que sous format électronique, sauf indication contraire) et mentionner le nom, l'adresse, le courrier électronique, les numéros de téléphone, de télécopieur et/ou de télex de la partie intéressée. Tous les commentaires écrits, y compris les informations demandées dans le présent avis, les réponses aux questionnaires et la correspondance des parties concernées, fournis à titre confidentiel, porteront la mention «restreint»⁽¹⁾ et seront accompagnés, conformément à l'article 19, paragraphe 2, du règlement de base, d'une version non confidentielle portant la mention «version destinée à être consultée par les parties concernées».

Adresse de la Commission:

Commission européenne
Direction générale «Commerce»
Direction B
Bureau J-79 5/16
B-1049 Bruxelles
Télécopieur (32-2) 295 65 05
Télex: 21877 COMEU B.

8. Défaut de coopération

Lorsqu'une partie intéressée refuse l'accès aux informations nécessaires ou ne les fournit pas dans les délais prévus ou fait obstacle de façon significative à l'enquête, des conclusions, positives ou négatives, peuvent être établies sur la base des données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement de base.

S'il est constaté qu'une partie intéressée a fourni un renseignement faux ou trompeur, ce renseignement n'est pas pris en considération et il peut être fait usage des données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement de base. Lorsqu'une partie intéressée ne coopère pas ou ne coopère que partiellement et que les conclusions sont établies sur la base des données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement de base, il peut en résulter pour cette dernière une situation moins favorable que si elle avait coopéré.

⁽¹⁾ Cette mention signifie que le document est exclusivement destiné à un usage interne. Il est protégé en vertu de l'article 4 du règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil (JO L 145 du 31.5.2001, p. 43). Il s'agit d'un document confidentiel au sens de l'article 19 du règlement (CE) n° 384/96 et de l'article 6 de l'accord de l'Organisation mondiale du commerce relatif à la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (accord antidumping).

Notification préalable d'une opération de concentration**(Affaire COMP/M.3518 — LACTALIS/GRUPO PRADO CERVERA/CENTRAL LECHERA VALLISOLETANA)****Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée**

(2004/C 202/05)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 30 juillet 2004, la Commission a reçu notification d'un projet de concentration, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil ⁽¹⁾, par lequel l'entreprise espagnole Lactalis Iberia S.A. («Lactalis») appartenant au groupe belge BSA acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement du Conseil, le contrôle de l'ensemble des entreprises espagnoles Grupo el Prado Cervera S.L. («Grupo Cervera») et Central Lechera Vallisoletana («CLV») par achat d'actions. Ces deux entreprises sont actuellement contrôlées par l'entreprise française Alliance Agroalimentaire 3A.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

- pour Lactalis: production et commercialisation de lait et de produits laitiers,
- pour Grupo Cervera: production et commercialisation de lait et de produits laitiers,
- pour CLV: production et commercialisation de lait et de produits laitiers.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que la transaction notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004. Conformément à la Communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration en application du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽²⁾ il convient de noter que ce cas est susceptible d'être traité selon la procédure définie par ladite Communication.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopie [n° (32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.3518 — LACTALIS/GRUPO PRADO CERVERA/CENTRAL LECHERA VALLISOLETANA, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Grefe Fusions
J-70
B-1049 Bruxelles

⁽¹⁾ JO L 24 du 29.1.2004, p. 1.

⁽²⁾ JO C 217 du 29.7.2000, p. 32; le règlement du Conseil (CEE) n° 4064/89 a été remplacé par le règlement du Conseil (CE) n° 139/2004.

Notification préalable d'une opération de concentration
(Affaire COMP/M.3517 — CVC/Permira/AA)

(2004/C 202/06)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 23 juillet 2004, la Commission a reçu notification d'un projet de concentration, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil ⁽¹⁾, par lequel les entreprises CVC Capital Partners Luxembourg SA («CVC», Luxembourg) and Permira Holdings Limited («Permira», Royaume-Uni acquièrent, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement du Conseil, le contrôle en commun de l'entreprise AA Corporation («AA», Royaume-Uni) par achat d'actions et achat d'actifs.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

- pour CVC: gestion d'investissements,
- pour Permira: fond d'investissement privé,
- pour AA: dépannage et assistance routière et services financiers.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que la transaction notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopie [n° (32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.3517 — CVC/Permira/AA, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé Fusions
J-70
B-1049 Bruxelles

⁽¹⁾ JO L 24 du 29.1.2004, p. 1.

Notification préalable d'une opération de concentration
(Affaire COMP/M.3501 — SEB Trygg Liv Holding/Codan Pension)
Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée

(2004/C 202/07)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 2 août 2004, la Commission a reçu notification d'un projet de concentration, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil ⁽¹⁾, par lequel l'entreprise SEB Trygg Liv Holding AB, appartenant au groupe suédois Skandinaviska Enskilda Banken Group («SEB Group», Suède) acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement du Conseil, le contrôle de l'ensemble de l'entreprise Forsikringselskabet Hafnia Liv A/S, Codan Pensionsforsikring A/S, A/S Forsikringselskabet Codan Pension et Forsikringselskabet Codan Link (ensemble «Codan Pension», Danemark) par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

— pour l'entreprise SEB groupe: tous les services bancaires de détail comportant l'assurance vie et retraite en Suède, Estonie et Lituanie,

— pour l'entreprise Codan Pension: assurance vie et retraite principalement au Danemark.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que la transaction notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004. Conformément à la Communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration en application du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽²⁾ il convient de noter que ce cas est susceptible d'être traité selon la procédure définie par ladite Communication.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopie [n° (32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.3501 — SEB Trygg Liv Holding/Codan Pension, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffes Fusions
J-70
B-1049 Bruxelles

⁽¹⁾ JO L 24 du 29.1.2004, p. 1.

⁽²⁾ JO C 217 du 29.7.2000, p. 32; le règlement du Conseil (CEE) n° 4064/89 a été remplacé par le règlement du Conseil (CE) n° 139/2004.

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.3505 — TCL/ALCATEL)

(2004/C 202/08)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 16 juillet 2004, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il puisse contenir. Il sera disponible:

- dans la section «concurrence» du site Internet europa (<http://europa.eu.int/comm/competition/mergers/cases/>) gratuitement. Ce site Internet propose plusieurs outils pour aider à localiser des décisions de concentrations individuelles, tel qu'un index par société, par numéro de cas, par date et par secteur d'activité,
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX; il porte le numéro de document 304M3505. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire. Pour plus d'informations:

CELEX: information abonné

http://publications.eu.int/general/en/eulaw_en.htm

RECTIFICATIFS

Rectificatif à l'avis d'adjudication permanente dans le cadre du règlement (CE) n° 2571/97 de la Commission relatif à la vente à prix réduit de beurre et à l'octroi d'une aide à la crème, au beurre et au beurre concentré destinés à la fabrication de produits de pâtisserie, de glaces alimentaires et autres produits alimentaires et du règlement (CE) n° 429/90 de la Commission relatif à l'octroi par adjudication d'une aide au beurre concentré destiné à la consommation directe dans la Communauté

(«Journal officiel de l'Union européenne» C 132 du 8 mai 2004)

(2004/C 202/09)

Page 2, les données concernant les organismes d'intervention danois, chypriote, lituanien et hongrois se lisent comme suit:

- DK Ministeriet for Fødevarer, Landbrug og Fiskeri
Direktoratet for FødevarerErhverv, Animalsk Kontor
Nyropsgade 30
DK-1780 København V
Tlf. (45) 33 95 80 00
Fax (45) 33 95 80 34
- CY Cyprus Milk Industry Organisation
6 Amfipoleos street
P.O. Box 22 418
CY-1521 Nicosia
Tel: (357) 22 74 80 00
Fax: (357) 22 74 82 61
- LT Lietuvos žemės ūkio ir maisto produktų rinkos reguliavimo agentūra
L. Stuokos-Gucevičiaus g. Nr. 9
LT-01122 Vilnius
Tel: (370-5) 268 50 50
Fax: (370-5) 268 50 61
E-mail: info@litfood.lt
- HU Mezőgazdasági és Vidékfejlesztési Hivatal (MVH)
Alkotmány u. 29
1385 Budapest 62. Pf. 867.
Tel: (36-1) 37 43 600; (36-1) 47 52 100
Fax: (36-1) 47 52 169
E-mail: ugyfelszolgalat@aik.hu
-

Rectificatif à l'avis d'adjudication permanente pour la vente par les organismes d'intervention de lait écrémé en poudre destiné à la fabrication d'aliments composés pour animaux

(«Journal officiel de l'Union européenne» C 132 du 8 mai 2004)

(2004/C 202/10)

Page 6, les données concernant les organismes d'intervention danois, chypriote, lituanien et hongrois se lisent comme suit:

DK Ministeriet for Fødevarer, Landbrug og Fiskeri
Direktoratet for FødevareErhverv, Animalsk Kontor
Nyropsgade 30
DK-1780 København V
Tlf. (45) 33 95 80 00
Fax (45) 33 95 80 34

CY Cyprus Milk Industry Organisation
6 Amfipoleos street
P.O. Box 22 418
CY-1521 Nicosia
Tel: (357) 22 74 80 00
Fax: (357) 22 74 82 61

LT Lietuvos žemės ūkio ir maisto produktų rinkos reguliavimo agentūra
L. Stuokos-Gucevičiaus g. Nr. 9
LT-01122 Vilnius
Tel: (370-5) 268 50 50
Fax: (370-5) 268 50 61
E-mail: info@litfood.lt

HU Mezőgazdasági és Vidékfejlesztési Hivatal (MVH)
Alkotmány u. 29
1385 Budapest 62. Pf. 867.
Tel: (36-1) 37 43 600; (36-1) 47 52 100
Fax: (36-1) 47 52 169
E-mail: ugyfelszolgalat@aik.hu
